



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.402
22 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Douzième session
Accra (Ghana)
20-25 avril 2008

RÉSUMÉ DU DÉBAT DE HAUT NIVEAU

**Commerce et développement pour la prospérité de l'Afrique:
action et direction**

1. Le débat de haut niveau des chefs d'État et de gouvernement a été ouvert par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et animé par le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi. Des déclarations ont été faites par les Présidents du Ghana, du Brésil, de la Finlande, du Rwanda et de la Sierra Leone et par le Vice-Président d'El Salvador et l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie. Elles ont été suivies d'interventions des délégations. Le Secrétaire général de la CNUCED a résumé les débats et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a clos la séance.
2. Le message central des déclarations et des discussions était qu'il importait de traduire la rhétorique en actions concrètes en faveur du développement de l'Afrique en adoptant une approche fondée sur les résultats. Concernant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Secrétaire général a souligné que l'Afrique était au centre de l'urgence en matière de développement. Il a ajouté qu'il existait des possibilités d'action décisive mais qu'il fallait agir vite.
3. Les mesures à prendre devaient consolider et renforcer les résultats obtenus ces dernières années, qui s'étaient traduits par les taux de croissance du PIB les plus élevés jamais enregistrés dans les pays en développement. Le potentiel de développement de l'Afrique était le plus fort

que l'on ait connu depuis des années. Pour en tirer partie, il fallait entreprendre des activités nationales, régionales, interrégionales et mondiales.

4. Au niveau national, il existait un fort consensus sur la nécessité de lancer des stratégies prises en main par les pays et adaptées au contexte. Ces stratégies devaient permettre de saisir les opportunités offertes par les flux commerciaux internationaux et les flux internationaux d'investissement et de technologie. L'appropriation du processus de croissance par les pays et l'adoption d'une approche nationale ont toutefois été considérées comme vitales. Les dirigeants africains ont été invités à faire preuve de courage et d'audace. Ils devaient avoir le courage de montrer la voie et le courage de persévérer, selon les mots de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Mkapa.

5. Il ne pouvait y avoir de solution type. Il existait toutefois un consensus sur l'importance que revêtaient des politiques macroéconomiques rationnelles, un secteur privé dynamique, la valorisation des ressources humaines, l'augmentation de l'investissement, l'amélioration des infrastructures physiques pour les transports, l'énergie et les TIC, la bonne gouvernance et l'amélioration des institutions.

6. Compte tenu de la crise alimentaire en cours, un certain nombre d'intervenants ont indiqué que l'amélioration de la productivité agricole, en particulier dans le secteur des denrées alimentaires, devait être une priorité. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a une fois de plus souligné la nécessité d'une révolution verte africaine. Toutefois, d'autres intervenants ont aussi mis l'accent sur l'importance, pour l'avenir de l'Afrique, du développement industriel et de la diversification pour sortir de la dépendance vis-à-vis des produits de base.

7. En ce qui concerne la gouvernance et les institutions, l'accent a été mis sur les réformes des institutions et du cadre réglementaire qui visaient à améliorer le climat des affaires et à encourager l'investissement et l'innovation. Cela étant, il a aussi semblé important d'améliorer les institutions de développement et de gestion des infrastructures, les institutions faisant de la terre un atout essentiel pour la croissance et la réduction de la pauvreté, les institutions financières s'occupant des entreprises nationales et les institutions d'intégration et de

coopération régionales. Il était essentiel de veiller à ce que les réformes du cadre réglementaire n'entraient pas l'innovation.

8. L'investissement étranger direct (IED) devait être considéré comme une contribution légitime et complémentaire au développement national et avait joué un rôle de catalyseur dans certains pays en développement. Pourtant, le but de la promotion de l'IED devait être l'augmentation de ce type d'investissement dans des conditions favorisant la croissance des entreprises nationales. Les pays ont été encouragés à rechercher des investisseurs qui pourraient avoir un impact sur le développement. Ils ont aussi été priés d'intégrer la diaspora africaine dans les plans de mobilisation de ressources.

9. De nombreux intervenants ont mis l'accent sur le rôle croissant du savoir et de l'innovation dans le processus de développement. Le Président finlandais a indiqué que les trois facteurs clés du développement étaient l'éducation, l'éducation et l'éducation. En effet, l'éducation était la base de l'accès au savoir et à l'innovation et devait permettre la mise en place d'une économie plus novatrice et fondée sur le savoir.

10. Il ressortait aussi clairement de la discussion que le pessimisme n'était pas de mise s'agissant du développement, même dans les pays africains qui avaient connu de graves troubles civils ces dernières années. Le cas d'El Salvador était un exemple de ce qui était possible.

11. Au niveau régional, les intervenants ont pris note de la revitalisation des institutions africaines qui s'employaient à promouvoir l'intégration et la coopération régionales, soulignant qu'elles étaient un facteur clef du succès de l'Afrique en matière de développement. Selon les estimations, les échanges commerciaux intrarégionaux africains comptabilisés ne représentaient que 10 % du commerce total, ce qui donnait à penser que les possibilités de commerce régional étaient largement sous-exploitées. La convergence des réglementations aux niveaux sous-régional et régional serait un élément clef des mesures adoptées pour améliorer le climat des affaires en Afrique.

12. Au niveau interrégional, il était évident que l'un des aspects les plus importants du développement de l'Afrique était l'émergence de pays du Sud comme nouveaux partenaires commerciaux, nouveaux partenaires de l'aide et nouveaux partenaires technologiques de l'Afrique, ce qui avait pour conséquence la diversification de l'intégration africaine dans

l'économie mondiale. La coopération Sud-Sud, sous différentes formes, complétait et renforçait désormais la coopération Nord-Sud. Cela laissait présager une nouvelle ère pour l'Afrique, qui aurait des conséquences considérables pour le continent.

13. On pouvait citer pour exemple de cette nouvelle situation la coopération entre le Brésil et l'Afrique sur les biocombustibles, qui reposait à la fois sur un transfert de technologie Sud-Sud et sur l'engagement pris par la Suède de fournir un marché (partenariat triangulaire). Un autre exemple de ces nouvelles relations Sud-Sud était le nouveau schéma de préférences tarifaires à taux zéro pour les pays les moins avancés mis en place par l'Inde ainsi que l'ouverture de lignes de crédit pour les projets de développement par l'EXIM Bank. La Turquie était aussi un nouveau donateur pour l'Afrique, et ouvrait l'accès à son marché en franchise de droits et sans contingent à tous les biens industriels en provenance des pays les moins avancés depuis janvier 2006. L'Indonésie avait soutenu la création d'un centre industriel Sud-Sud pour promouvoir la coopération Asie-Afrique en matière de développement des capacités industrielles.

14. Le Système global de préférences commerciales (SGPC) a été reconnu comme un mécanisme important pour la promotion du commerce Sud-Sud. Il importait de redoubler d'efforts pour achever le cycle de São Paulo du SGPC.

15. En ce qui concerne le niveau mondial, le Président du Ghana, M. Kufuor, a souhaité que les relations en matière d'aide, de commerce, d'investissement et de technologie fassent l'objet d'une nouvelle approche fondée sur le principe de la solidarité pour le développement. Cela s'appliquait à la relation Afrique-G8, évoquée notamment par l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Mkapa, et le même principe pouvait être étendu à la question du changement climatique, question qui, d'après le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, était une menace manifeste pour le développement de l'Afrique, quand bien même les Africains n'avaient que très peu contribué au problème.

16. Il y avait un consensus clair sur la nécessité d'achever le cycle du développement de Doha d'une manière qui appuierait le développement de l'Afrique. De nombreux intervenants ont mis en lumière les effets négatifs des subventions agricoles, des crêtes tarifaires et des obstacles non tarifaires sur le potentiel de développement de l'Afrique. Le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, M. Pascal Lamy, a souligné que, s'il y avait à la fois des solutions

nationales et des solutions mondiales aux problèmes de développement, il était évident que les règles du jeu dans le domaine commercial devaient être modifiées et rééquilibrées afin de favoriser les pays en développement.

17. Il importait aussi de respecter les engagements internationaux relatifs à l'augmentation et à l'amélioration de l'aide à l'Afrique. L'aide à l'amélioration des infrastructures physiques, à la valorisation des ressources humaines et au renforcement des capacités institutionnelles était une priorité essentielle. Il fallait aussi trouver un nouvel élan politique et mettre l'accent sur la réalisation des OMD. Pour que l'aide soit efficace, il ne fallait pas imposer de l'extérieur des idées préconçues.

18. Il importait également d'examiner la possibilité de recourir à des mécanismes de financement novateurs. Le nouveau fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'infrastructure africaine de la Banque européenne d'investissement et Action contre la faim et la pauvreté en étaient des exemples.

19. De par ses liens historiques avec l'Afrique, l'Union européenne était un partenaire essentiel. Avec son élargissement à 27 membres, toutefois, c'était une nouvelle Europe qui faisait désormais face à une nouvelle Afrique, et les nouveaux pays membres n'avaient souvent pas les mêmes liens historiques avec le continent que les membres plus anciens. Il fallait tirer le meilleur parti de cette situation pour le développement, y compris en recourant à des mécanismes comme les accords de partenariat économique.

20. Enfin, les participants ont souhaité que la CNUCED continue de mettre l'accent sur l'Afrique dans le cadre de ses travaux de recherche et d'analyse des politiques ainsi que dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités.
